

Le budget

dans tous les pays de l'Europe de l'Est. Ils manifestent pour la démocratie, mais aussi pour l'entreprise parce qu'ils savent que c'est là la solution à leur problème. Ils savent qu'on ne peut pas en prendre plus qu'on en donne, comme les députés néo-démocrates le prétendent toujours. Collectivement, on ne peut pas recevoir plus du système que ce qu'on y a investi. C'est aussi simple que cela. Si le Canadiens ne comprennent pas cela, nous sommes vraiment en difficulté.

Cependant, notre travail consiste justement à convaincre les Canadiens que nous sommes dans cette situation. Comment allons-nous nous y prendre? Nous devons dire et répéter, même si les députés d'en face ne veulent rien entendre, que notre pays a frôlé le désastre à cause du déficit accumulé année après année par les gouvernements libéraux. Et il n'y a pas que les députés du Parti progressiste conservateur qui parlent de ce désastre, mais aussi des personnes comme Terence Wiells du journal *The Gazette*. J'ai lu son article du dimanche 23 avril 1989, dans lequel il disait: «Comment nous sommes-nous mis dans un pareil pétrin?» Il donnait ensuite des détails sur la façon dont la dette a été accumulée depuis l'époque de Benson, année après année, budget libéral après budget libéral. On se lasse d'en parler, mais si les gens n'écoutent pas, on doit continuer à en parler jusqu'à ce qu'ils écoutent, parce que ces années de dette représentent un désastre financier pour le Canada. Elles sont la cause de l'érosion de nos programmes sociaux et nous empêchent de respecter tous nos engagements nationaux et internationaux.

Qu'est-ce que tout cela veut dire en dollars? C'est très simple. Lorsque nous avons accédé au pouvoir en 1984, il y avait un déficit de 16 milliards de dollars dans les dépenses liées aux programmes. Cela veut dire que le montant que le gouvernement dépensait pour les programmes était supérieur de 16 milliards de dollars aux recettes. En 1989-1990, il y a eu un surplus de 9 milliards au chapitre des dépenses de programmes. Ce qui veut dire que nous avons appliqué les principes du ministre des Finances. Nous avons promis d'équilibrer les recettes et les dépenses et nous avons eu un surplus de 9 milliards.

• (1650)

Voici ce dont les gens doivent se rendre compte. Si vous examinez bien les chiffres, le déficit du gouvernement libéral avant 1984 et le surplus que nous avons obtenu sur une période de cinq ans, et si vous les additionnez, vous obtenez 25 milliards. Ajoutez cela au déficit actuel de 30 milliards, auquel nous nous attaquons enco-

re, et le chiffre est de 55 milliards. Si nous n'avions rien fait depuis 1984, et les années suivantes, nous aurions maintenant un déficit de plus de 50 milliards.

Pouvez-vous imaginer l'effet que cela aurait sur notre dollar? Il ne vaudrait pas 50 cents. Les gens se plaignent que le dollar perd de la valeur. Sans les mesures que nous avons prises, il serait encore plus bas, au-dessous de 50 cents. Que seraient alors les taux d'intérêt? Des taux d'intérêt de 13 ou de 14 p. 100 nous sembleraient bien peu parce que nous paierions environ 26 p. 100. Que serait le taux d'inflation si notre déficit était de 50 milliards? Ce serait certainement un nombre à deux chiffres. Sans aller jusqu'à trois chiffres, je dirais que le taux sera probablement beaucoup plus que 11 ou 12 p. 100, comme nous l'avons vu au début des années 80.

Ce sont les types de problèmes qu'il faut expliquer et faire comprendre à tous les Canadiens, sinon ils ne comprendront pas les programmes que le ministre des Finances a mis en place, les initiatives qu'il a prises pour corriger ce qui n'allait pas. C'est pourquoi je dis que le budget est réaliste.

Parlons maintenant de l'opposé de la réalité. Les députés d'en face aiment parler des sondages. Aucun problème avec les sondages. Nous remonterons la pente, nous remonterons jusqu'à 50 p. 100 et jusqu'à 60 p. 100. Tout ce que nous avons à faire: rétablir VIA Rail et son déficit de 600 millions par an, laisser continuer la Société des postes comme c'était le cas auparavant et accepter un autre déficit de 600 millions au lieu du surplus de 70 millions qu'elle a affiché l'année dernière. Nous pourrions annuler les augmentations d'impôt. Nous n'obligerons pas les Canadiens à payer plus d'impôts. Nous pourrions augmenter la sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti, nous pourrions annuler les changements à l'assurance-chômage. Nous pourrions financer le déficit avec le régime d'assurance-chômage tout simplement.

Nous pourrions maintenir toutes sortes de programmes qui mettraient le Trésor en faillite et tout le monde serait content. Le gens penseraient que c'est merveilleux. Ils appuyeraient tous le gouvernement progressiste conservateur parce qu'ils obtiendraient plus d'argent en transferts. Ils auraient toutes sortes de services. Et pendant combien de temps? Cela pourrait durer un an, ou deux, peut-être même trois. Mais tôt ou tard il faut payer la note, et quand les Canadiens payeront la note ils constateront qu'ils paient des intérêts énormes. Il faudra qu'ils s'éveillent à la réalité, sinon tout le système va s'effondrer.

Mais le gouvernement ne veut pas que tout s'effondre. Il ne veut pas se laisser endormir par les phrases ronflan-